



Incendie à Rouen: des parents d'élèves et des riverains inquiets

(AFP) -

Une centaine de personnes ont exprimé dimanche leur inquiétude ou leur colère à Rouen au lendemain de l'annonce du report sine die de la réouverture d'une école pour cause d'amiante au sol après l'incendie il y a une semaine de deux immeubles désaffectés.

"J'étais enceinte au moment de l'incendie Lubrizol. Je suis partie de Rouen pendant plusieurs mois. Aujourd'hui, mon fils a quatre ans. Est-ce que vous le mettriez à l'école Rosa Parks si c'était votre enfant M. Le maire ?", a interrogé une jeune mère, très émue et en larmes, lors d'une réunion publique organisée par la mairie après l'incendie, suivi de l'effondrement dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre de deux immeubles, inhabités, des années 1970.

La jeune femme fait référence à un gigantesque incendie de produits chimiques qui, s'il n'a pas causé de décès, a profondément inquiété les habitants il y a quatre ans.

"Rosa Parks, oui. Les Pépinières, non", répond le maire, Nicolas Mayer-Rossignol.

Le groupe scolaire des Pépinières restera fermé "jusqu'à nouvel ordre" après les résultats d'une nouvelle série d'analyses qui ont fait apparaître de l'amiante au sol, à la fois en intérieur et en extérieur du groupe scolaire, avait annoncé la mairie samedi soir.

Au total, la fermeture concerne 15 classes et 350 élèves qui seront scolarisés dans d'autres établissements.

L'élue a assuré appliquer "le principe de précaution".

L'école Rosa Parks est distante de quelques centaines de mètres de celle des Pépinières.

"Il va y avoir une nouvelle campagne (de mesures) dans l'école des Pépinières et dans le quartier autour. Il faut vérifier", promet le maire.

D'autres habitants du quartier s'inquiètent de la contamination de leurs logements.

"Il fallait évacuer les gens. Il y a de l'amiante dans l'école. Donc, il y en a aussi dans les logements", s'exclame une femme en colère.

"Il y a aura des campagnes de mesures dans les logements Rouen Habitat à proximité du lieu de l'incendie", tente de rassurer Nicolas Mayer-Rossignol, en prévenant que l'enlèvement des débris prendra "plusieurs semaines au minimum".

"Je comprends la colère des habitants", commente auprès de l'AFP Gérard Le Corre, responsable de la CGT de Seine-Maritime et membre du collectif Lubrizol.

Il rappelle qu'une seule fibre d'amiante "peut produire un mésothéliome (cancer provoqué par l'amiante, ndlr) dans 30 ou 40 ans".

Afp le 08 oct. 23 à 20 05.